

# LA VIOLENCE DU CAPITAL ET THALES

Vélizy, le 10 novembre 2015

**La violence** n'est pas ce que relayent les médias, massivement aux ordres et propriété des grands possédants. La véritable violence est cachée, insidieuse, perverse, travaille en permanence notre société. Elle met des milliers de salariés en difficulté partout, dans le Groupe Thales également (ex. : Thales Systèmes Aéroportés - transfert de 120 salariés de la région parisienne vers Mérignac, ...). La première des violences, c'est l'organisation du chômage massif pour servir la dette, support des rentes actionnariales.

**La violence**, c'est quand le patronat :



- augmente les cadences, le temps de travail, réduit les temps de repos,
- déséquilibre vie privée/vie professionnelle,
- ignore les savoirs faire et qualifications,
- altère les conditions de travail, de trajets, de déplacements,
- « criminalise » les syndiqués et par voie de conséquence les salariés,
- pousse des salariés jusqu'au désespoir et aux actes létaux,
- abuse de, harcèle ou fait harceler ses subordonnés.

**La violence** c'est quand le patronat entend repousser à 67 ans la date de départ à la retraite, réduit les pensions, travaille à détruire le système solidaire de la répartition (les actifs assurent les pensions des retraités) pour le chacun pour soi de l'assurantiel où d'énormes profits et spéculations financières sont à l'œuvre.

**La violence**, c'est quand un gouvernement :

- gratifie le patronat (40 milliards par an de CICE),
- légifère des lois opprimantes pour les salariés,
- entend réduire les organisations syndicales au rôle de supplétif du « dialogue social »,
- supprime progressivement les droits du salariat,
- emprisonnent les syndicalistes.

**La violence**, chez Thales, c'est le dogme de la « compétitivité », ramené au graal des 10% de résultat minimum, de la domination des marchés, imposées comme seuls objectifs par nos hauts dirigeants.



Le projet stratégique du PDG actuel de Thales est, nous dit-il en Comité Européen, de « grossir » par la mise en œuvre d'une « croissance rentable ». La finalité proposée (et imposée) : « que Thales puisse être maître de son destin, qu'on ne puisse plus reformater le Groupe en fonction d'intérêts externes ». Comprenez la constitution d'une espèce de communauté thalésienne à l'abri des aléas et des « agressions extérieures ». Le prix à payer pour en rester membre : « être plus gros et plus performant » et pour le salarié : abandonner sa citoyenneté à la porte de l'usine, au profit d'une pseudo « citoyenneté d'entreprise » (adhérer à l'éthique du code de M. Caine).

Nous voilà, sous peine d'exclusion, enrôlés de force dans la guerre économique tous azimuts, et guerre oblige, il nous faudrait accepter les pertes et les régressions sociales induites par les grandes manœuvres à venir. Comprenez les futures acquisitions et cessions venant modifier les rapports de forces, pilotées par la recherche du profit optimal, entre les différentes forces à l'œuvre au sein de l'oligopole mondial des industries de défense et de hautes technologies.

Bien que soucieux de maintenir l'image d'une entreprise où le dialogue social est même promu au rang de différentiateur de compétitivité (quelle affreuse et symptomatique expression managériale !), il serait illusoire, et nous en avons déjà de nombreuses démonstrations dans nos filiales, de croire que Thales pourrait être un îlot de bien-être social, où il ferait bon vivre et travailler, dans un océan de régressions civilisationnelles et sociales.

**La violence** n'est pas du côté des salariés, des créateurs de richesses qui défendent le travail et son sens, leur emploi et la qualité de leurs conditions de vie.

Hier, nous étions « tous des Charlie », aujourd'hui nous sommes « tous des Air France ». Nous devons soutenir nos collègues interpellés, mis en examen comme des délinquants. Ils n'ont fait que réagir à une agression qui n'est pas comparable à des chemises déchirées, même si ce n'est pas la meilleure pratique pour se faire entendre.

Nous devons tous être en lutte contre cette politique d'austérité, d'oppression, d'exclusion qui nous mène directement vers une société déstructurée aux violences surmultipliées. Relevons la tête !

**La CGT a raison** de mettre le coût du capital sur la table, la revalorisation du salaire en priorité, en débat la réduction du temps de travail vers 32h.

Son UGICT-CGT a raison de batailler sur une réforme réellement moderne parce que non régressive des retraites complémentaires, de soutenir des lanceurs d'alertes, de débattre du droit à la déconnexion, (site [www.ugict.cgt.fr/](http://www.ugict.cgt.fr/)).



**La CGT ouvre des espaces de dialogues, de saines confrontations**, comme notre projet de développement de l'imagerie médicale (<http://imageriedavenir.fr>) ou par exemple notre projet Pastec, alternative au transfert de l'activité de Thales Avionics Vélizy en province.

**Pour la CGT, là où un débat s'ouvre c'est la fatalité qui recule.** Nos propositions, sur nos repères revendicatifs, nous les débattons, les construisons, elles et ils sont vos productions.

La CGT vous informe pour **gagner à la résistance et à la construction revendicative** : des sujets, le couple maléfique MEDEF-Gouvernement nous en donne – **loi MACRON, loi REBSAMEN, rapport COMBEXELLE, instruments de désintégration des droits collectifs et individuels des salariés, organisation de leur soumission mortifère aux « lois du marché ».**

**Nous avons donc la redoutable responsabilité, tous ensemble**, non seulement de défendre le socle et l'esprit de nos acquis sociaux fondamentaux, qui loin d'être le repli sur un camp retranché, constitue en fait la condition du « vivre et travailler ensemble », la condition de l'ordre public social, diraient les juristes, en clair le garde-fou opposé aux guerres civiles. Mais aussi, nous devons développer notre capacité à proposer et construire, salariés de Thales, des orientations et options stratégiques fondées sur nos valeurs, à savoir guider nos activités et l'évolution du Groupe Thales sur la boussole de l'utilité sociétale, environnementale et sociale. Cela ne peut se faire sans déployer des emplois de qualité, dans des conditions sereines de créativité.

Les salariés ont un enjeu de taille à relever celui d'inverser la dynamique, celui de reprendre ce qui nous appartient, à savoir « le travail » et son sens. La CGT et ses organisations en sont les outils, nous vous invitons à vous en saisir.

Contacts SITE : .....